



Les mémentos de l'administration

LE CONTRAT EMPLOI ETUDIANTS

A retenir

Les étudiants sont associés à l'accueil des nouveaux étudiants, à l'animation de la vie des établissements d'enseignement supérieur et aux activités d'aide à l'insertion professionnelle.

A cette fin, le président de l'UPJV peut recruter, dans des conditions énoncées ci-dessous, tout étudiant, notamment pour des activités de tutorat, d'assistance aux étudiants ou de service en bibliothèque, sous réserve que l'étudiant soit inscrit en formation initiale dans un établissement public d'enseignement supérieur.

Pour autant s'agissant des contrats financés dits « CER » des dispositions particulières s'appliquent

Ref : article L.811-2 et D.811-1 à D.811-9 du code de l'éducation

LE CONTRAT ETUDIANT

Missions pouvant être confiées aux étudiants

Le code de l'éducation énumère les missions pouvant être confiées à des étudiants

- 1° Accueil des étudiants ;
- 2° Assistance et accompagnement des étudiants handicapés ;
- 3° Tutorat ;
- 4° Soutien informatique et aide à l'utilisation des nouvelles technologies ;
- 5° Appui aux personnels des bibliothèques et des autres services ;
- 6° Animations culturelles, artistiques, scientifiques, sportives et sociales ; actions dans le domaine de la promotion de la santé et du développement durable ;
- 7° Aide à l'insertion professionnelle ;
- 8° Promotion de l'offre de formation.

Publication de l'emploi

Les offres d'emploi ainsi que la procédure et les conditions de recrutement sont rendues publiques via la plateforme « Recrutement Job étudiant » de l'UPJV.

Recrutement

Les étudiants recrutés doivent être inscrits, en formation initiale, à la préparation d'un diplôme délivré au nom de l'Etat ou à la préparation d'un concours de recrutement dans l'une des trois fonctions publiques.

La candidature est appréciée prioritairement au regard de critères académiques et sociaux.

Au cours de la même année universitaire, un étudiant peut conclure plusieurs contrats en application des présentes dispositions, avec un même établissement ou avec des établissements différents, dans

la limite du maximum autorisé (cf.infra). L'établissement employant un étudiant, en application des présentes dispositions, en informe l'établissement dans lequel l'étudiant est inscrit et poursuit sa formation.

Ces contrats sont incompatibles avec tout autre contrat de travail conclu avec un établissement d'enseignement supérieur ou un organisme de recherche et avec le bénéfice de l'allocation de recherche ou l'exercice des fonctions de doctorant contractuel.

Contraintes horaires et rythme de travail

Les contrats sont conclus pour une période maximale de douze mois entre le 1er septembre et le 31 août.

La durée effective de travail ne peut excéder 670 heures entre le 1er septembre et le 30 juin et 300 heures entre le 1er juillet et le 31 août. Ces durées maximales sont réduites au prorata de la durée du contrat sur chacune des périodes considérées.

Les étudiants bénéficiaires des contrats poursuivent leurs études et exercent les activités prévues au contrat, en temps partagé, selon un rythme approprié. Les modalités d'exercice des activités et d'accomplissement du volume effectif de travail, prévues au contrat, sont organisées et aménagées en fonction des exigences spécifiques de la formation suivie afin de permettre la poursuite simultanée des études et l'insertion professionnelle des étudiants.

Les étudiants ne peuvent être astreints à une obligation de travail pendant leurs enseignements obligatoires et pendant leurs examens, à l'exception des fonctions d'appui aux étudiants handicapés assurées par un étudiant inscrit dans la même formation.

Toutefois, pendant les périodes de congés universitaires, le travail peut être organisé dans le cadre d'un volume horaire maximal hebdomadaire de trente-cinq heures.

Rémunération

Le montant de la rémunération ne peut être inférieur au produit du montant du salaire minimum de croissance par le nombre d'heures de travail effectuées.

Droits et obligations

L'étudiant recruté s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à son inscription dans un cycle d'études. S'il interrompt ses études, manque à l'obligation d'assiduité aux enseignements obligatoires ou ne se présente pas aux épreuves de contrôle des connaissances sans motif légitime, l'établissement peut résilier son contrat après l'avoir mis en mesure de justifier de l'existence d'un motif légitime au cours d'un entretien préalable à la décision de résiliation.

L'étudiant licencié dans ces conditions a droit à un préavis de quinze jours. La décision de licenciement est notifiée à l'intéressé par une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette lettre précise le ou les motifs du licenciement et la date à laquelle celui-ci doit intervenir compte tenu des droits à congés annuels restant à courir et de la durée du préavis.

Engagement étudiant

Les compétences, connaissances et aptitudes acquises par les étudiants dans le cadre de ces contrats sont validées au titre de l'engagement étudiant, sous réserve d'inscription à l'UE.

Politique d'emplois

La CVFU débat en principe chaque année de la politique d'emploi étudiant de l'établissement.

De plus, une évaluation qualitative et quantitative de ces contrats est établie annuellement et présentée au conseil d'administration ou à l'organe en tenant lieu.

DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX CONTRATS ETUDIANTS REGION (CER)

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la paupérisation de la population estudiantine, la Région hauts de France soutient particulièrement l'emploi étudiant au sein des universités en subventionnant, sous certaines conditions, un certain nombre de contrats. Ainsi, tout établissement confondu, ce sont 97 000 heures de travail qui ont été financé en 2022.

Missions pouvant être confiées aux CER

- Accueil des étudiants ;
- Aide à l'insertion professionnelle ;
- Animations culturelles, artistiques, scientifiques, sportives et sociales ; actions dans le domaine de la promotion de la santé et du développement durable ;
- Assistance et accompagnement des étudiants handicapés ;
- Promotion de l'offre de formation ;
- Service d'appui aux personnels des bibliothèques **ou Learning Centers et autres services** ;
- Soutien informatique et aide à l'utilisation des nouvelles technologies ;
- Tutorat pédagogique, **non adossé à une formation** ;
- **Animation campus territoire**

Volume horaire

La région contribue au financement des contrats à raison d'un volume horaire annuel maximum individuel de **500 heures, avec un maximum de 350 heures, hors juillet et août.**

Rémunération

La rémunération se fait sur la base du SMIC horaire chargé, à l'exception des missions de tutorat pédagogique non adossé à une formation, qui sont rémunérées jusqu'à 1.5 fois le SMIC horaire chargé.

Gestion des emplois étudiants

L'établissement assure un suivi des étudiants recrutés qui peut comporter une assistance ou une formation complémentaire. La gestion des emplois étudiants au titre du CER est confiée à l'un des services de l'établissement, à ce jour la DVE.

Evaluation

Des bilans semestriels et annuels, tant quantitatifs que qualitatifs, conditionnent le versement de la subvention.